

**LE LIVRE >**

Finnish lessons. What Can the World Learn from Educational Change in Finland? (« Leçons finlandaises. Qu'est-ce que le monde peut apprendre de la réforme éducative en Finlande ? »), Teachers College Press, 2011, 167 p.

L'AUTEUR >

Enseignant à l'université d'Helsinki, Pasi Sahlberg dirige aussi le Centre de mobilité et de coopération internationales (CIMO) du ministère finlandais de l'Éducation. Professeur de mathématiques et de sciences, il a participé à la conception des politiques éducatives de son pays et travaillé sur ces questions au sein de la Banque mondiale et de l'Union européenne. Son site Internet : <http://www.pasisahlberg.com/>

ÉDUCATION

« L'AUTONOMIE, VOILÀ LE SECRET DE L'ÉCOLE FINLANDAISE »

Les enquêtes en témoignent : le système scolaire finlandais est le meilleur du monde. Dans ce pays où les écoles privées ont été supprimées, l'accent est mis depuis longtemps sur la sélection d'enseignants hautement qualifiés, l'autonomie des établissements et la priorité donnée aux élèves en difficulté.

E

n raison de la réussite des ses élèves dans les grandes enquêtes internationales, l'école finlandaise est considérée comme un modèle. Mais qu'est-ce qu'un bon système éducatif ?

Selon moi, c'est un dispositif qui remplit quatre conditions. D'abord, il présente bien sûr un taux de scolarisation élevé, mais aussi une forte proportion de diplômés à tous les niveaux, y compris dans les formations pour adultes. C'est l'une des meilleures façons de vérifier qu'il bénéficie à tous et pas seulement aux bons élèves. À cet égard, le chiffre du décrochage scolaire est un indicateur de qualité important¹. Deuxième point, l'apprentissage doit concerner tous les domaines culturels, et pas seulement se cantonner à la lecture, aux mathématiques et aux sciences. Les bons systèmes sont ceux qui offrent à tous l'occasion d'étudier les arts, la musique, le théâtre et l'éducation physique, à part égale avec les disciplines académiques classiques. Troisième point, le milieu socio-culturel des élèves doit être faiblement corrélé à leur performance scolaire. Autrement dit, les bons dispositifs sont plus équitables que les autres et accompagnent tous les enfants dans leur apprentissage. Enfin, une bonne école gère de manière optimale les ressources dont elle dispose pour atteindre ces objectifs. Cela signifie que l'administration, la direction et l'enseignement sont organisés de façon efficace et productive.

¹ Selon les chiffres de la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), environ 120 000 jeunes sortent du système scolaire français sans diplôme de second cycle général ou professionnel (baccalauréat, CAP ou BEP), soit 17 à 18 %. Selon l'INSEE, cette proportion était de l'ordre de 30 % au début des années 1980.

Quel jugement portez-vous, dans ce contexte, sur le système scolaire français ?

Je ne le connais pas suffisamment pour en juger mais, si j'en crois mes étudiants et amis français, j'ai l'impression que votre pays offre d'excellentes opportunités aux bons élèves, à ceux qui veulent faire des études poussées à l'université ou dans de prestigieuses écoles. En revanche, les résultats de la dernière enquête internationale PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), réalisée en 2009, révèlent un écart très important entre les résultats des élèves de 15 ans issus de milieux favorisés et de ceux venus de milieux défavorisés, de l'ordre du double de celui du Japon, du Canada ou de la Finlande. Et les élèves français qui suivent mes cours à Helsinki me parlent souvent de méthodes d'enseignement dépassées, qui rendent l'apprentissage ennuyeux pour bien des enfants.

Quelles leçons devrions-nous tirer du système finlandais ?

L'une des clés du progrès continu du système finlandais depuis la grande réforme entreprise au début des années 1970 est l'attention accordée à la formation des professeurs. Tous les enseignants doivent désormais être titulaires d'un master de l'une des très sélectives universités du pays préparant à ce métier. Mais le pendant à ce haut niveau de qualification exigé des éducateurs est l'autonomie accrue dont jouissent les établissements et le personnel. Très clairement, cela signifie moins de contrôle central sur les programmes, moins d'inspection nationale, moins de réglementations et de décrets ministériels. Les enseignants finlandais sont formés à concevoir eux-mêmes leur programme, à évaluer les progrès de leurs élèves et à utiliser leur

ENTRETIEN **PASI SAHLBERG**

propre expérience pour perfectionner leur pédagogie. Deuxième point sur lequel nous avons mis l'accent : la fonction de direction. En Finlande, le chef d'établissement doit être qualifié pour enseigner dans son école. Ce sont donc des professeurs ayant une solide expérience du travail en classe. Et dès qu'ils sont affectés à tel ou tel poste, ils ont accès à une formation continue au contact de leurs pairs exerçant dans d'autres établissements, avec lesquels ils échangent tout au long de leur carrière.

Enfin, la troisième caractéristique de notre école est l'importance qu'elle accorde à la question de l'équité. Les systèmes les plus efficaces sont les plus soucieux de donner des chances égales à tous. Et selon le classement PISA, si la France est au-dessus de la moyenne concernant les résultats globaux des élèves aux tests de connaissance, elle est au-dessous sur le plan des inégalités : l'écart s'accroît entre les résultats des meilleurs et des moins bons élèves, et le poids du milieu des enfants reste plus déterminant qu'ailleurs. Or il existe des leviers pour lutter contre cela : des parcours sans redoublement, un effort particulier de prise en charge des élèves en difficulté et une formation adéquate des enseignants sur ce point.

On peut donc bien parler de « modèle finlandais » ?

Soyons clairs : la Finlande n'est pas un « modèle » et il n'est pas question dans mon livre de dicter aux autres pays leur politique éducative. Cela dit, nous avons tous à apprendre les uns des autres et la Finlande ouvre à ce titre d'intéressantes pistes de réflexion. En fait, après dix ans



En France, le milieu social détermine plus qu'ailleurs la réussite des enfants.

de recherche et d'études comparatives, la principale leçon à tirer du système finlandais, à mon sens, c'est qu'il existe une autre voie de réforme que celle actuellement engagée dans la plupart des membres de l'OCDE. En Angleterre, aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans de plus en plus de pays, la France y compris, un « mouvement global de réforme éducative » (GERM) a eu tendance à s'imposer, dont les principes cardinaux sont la concurrence entre les établissements, la liberté pour les parents de choisir l'école de leurs enfants et l'évaluation des élèves par des tests standardisés. À l'inverse, la Finlande a fait de la collaboration entre établissements, de l'équité et du professionnalisme des enseignants les principales lignes de force de son système.

Pour les tenants du GERM, la compétition (entre les écoles et entre les enseignants) améliore la qualité du service et celle-ci peut s'évaluer très précisément par des tests, qui offriraient des données objectives sur les performances de chaque établissement. En outre, la réussite et/ou l'échec de leurs élèves sont directement imputables aux établissements et enseignants concernés, qui ont des comptes à rendre sur les résultats.

Quelles sont les origines de cette doctrine éducative ?

Le GERM s'inspire beaucoup de la loi anglaise adoptée par Margaret Thatcher en 1988 et intitulée *Education Reform Act*. C'est un type de politique éducative que de nombreux pays anglo-saxons ont adopté et que des agences de développement international, comme la Banque mondiale par exemple, ont largement promu et encouragé. Mais le GERM transforme l'école en entreprise, où la mesure des résultats devient une obsession et où, sous prétexte qu'il faut « se concentrer sur les fondamentaux », on finit par réduire les cours aux seules disciplines académiques de base, démoraliser le corps enseignant et introduire la tricherie et la corruption dans le système. Car plus les enjeux des évaluations (en termes budgétaires, d'avancement de carrière ou de parcours scolaire) deviennent importants, plus les chefs d'établissement, les professeurs ou même les élèves trouvent des moyens de contourner les obstacles pour obtenir de meilleurs résultats aux tests.

Faut-il donc renoncer à l'évaluation ?

La mesure et le contrôle des acquis sont très présents au sein de l'école finlandaise. Mais selon des modalités presque toujours conçues et réalisées en interne, par les professeurs eux-mêmes. Nous avons volontairement limité au strict minimum les tests standardisés, mis au point par des acteurs étrangers au système. En fait, il n'existe qu'un examen de ce type en Finlande : le *Matriculation exam*, l'examen de fin d'études secondaires générales, qui conditionne l'inscription à l'université.

Vous insistez dans votre livre sur la formation des enseignants, que vous présentez comme la pièce centrale du système finlandais

À la fin des années 1970, nous avons décidé d'élever le niveau de qualification des enseignants, de transférer toutes les formations au professorat à l'université et d'en faire un métier fondé sur la recherche en sciences de l'éducation, pour favoriser l'autonomie dans la manière de travailler. Cela a entraîné deux conséquences majeures. D'abord, le savoir et les compétences professionnels des enseignants se sont considérablement accrus : ils planifient eux-mêmes les programmes – dont seules les grandes lignes sont fixées par le Conseil national de l'éducation –, définissent les critères de réussite de leurs élèves ainsi que les objectifs de leur établissement, et sont tous formés au travail avec les enfants « à besoins éducatifs spéciaux ». Ensuite, ce haut degré de qualification et d'expertise qui lui est reconnu par la société a rendu la profession enseignante très attractive, plus même que d'autres pourtant plus rémunératrices.

Qu'en est-il précisément de la rémunération des enseignants ?

Ils gagnent à peu près la même chose qu'un titulaire de master dans n'importe quel autre secteur d'activité. Leurs salaires sont en outre dans la moyenne de l'OCDE. La plupart d'entre eux vous diraient probablement que leur salaire est satisfaisant, ni plus ni moins. Mais je dois ajouter que la majorité choisit cette profession pour d'autres motifs que financiers.



Pasi Sahlberg.

Les établissements finlandais jouissent d'une très large autonomie par rapport à l'administration centrale. Comment, dès lors, garantir l'égalité du service éducatif sur le territoire ?

Concrètement, chaque école a l'obligation de mettre sur pied, de renouveler en permanence et d'adapter ses programmes. Cela laisse beaucoup de liberté pédagogique, mais cela garantit aussi la cohérence des enseignements au sein d'une même école. En outre, chaque municipalité, qui gère le budget de l'éducation sans intervention de l'administration centrale, a le devoir de s'assurer de la convergence des cours dispensés dans toutes les écoles de son territoire. Autrement dit, ce sont les municipalités qui veillent à ce que la loi sur l'éducation soit bien appliquée, et garantissent l'égalité des chances.

Et cela fonctionne, puisque la Finlande est la championne de l'OCDE du point de vue de l'équité scolaire !

Il est vrai que, selon le classement PISA, les écoles finlandaises sont celles qui présentent l'écart le plus faible entre les résultats de la meilleure et ceux de la plus faible. Mais il y a en réalité trois raisons de fond à cela. La première, c'est que le système finlandais est organisé autour d'un tronc commun obligatoire de longue durée – l'école « primaire » ou « de base », qui compte neuf années d'études gratuites de 7 à 16 ans, sans filières ni différenciation de niveau – et que les enfants de tous les milieux socioéconomiques vont dans les mêmes écoles, puisque les établissements privés ont été supprimés. La deuxième raison, c'est que les écoles finlandaises offrent une prise en charge sociale complète des enfants : cela va de la cantine gratuite aux services de santé en passant par les dispositifs d'aide psychosociale et de soutien aux élèves dits « à besoins éducatifs spéciaux ». Notre système met l'accent sur la détection et la gestion précoce des difficultés d'apprentissage, des troubles psychologiques et physiques du développement des enfants. Enfin, cela fait plus de quarante ans que nos politiques éducatives sont guidées par l'idée

d'égalité des chances. Le programme de l'école « de base », en vigueur depuis plus de vingt ans maintenant, permet aux établissements d'adapter les exigences nationales aux élèves réels, que les enseignants connaissent mieux que quiconque, et de réfléchir aux meilleurs chemins vers la réussite de leur scolarité. C'est cette autonomie au niveau local et cette liberté pédagogique qui font à mon avis la différence et permettent de réaliser les objectifs éducatifs nationaux.

La crise que connaît l'Europe contraint de nombreux pays à réduire les dépenses publiques, y compris dans l'éducation. Peut-on imaginer des systèmes scolaires performants à moindre coût ?

En principe, quand le budget de l'éducation est réduit par contrainte, la qualité du service en pâtit aussi. Mais pas toujours. La Finlande a vécu une période de très forte restriction budgétaire en matière d'éducation au début des années 1990, lors de la crise financière qu'a traversée le pays. Et malgré des mesures d'économie ayant conduit à fermer les petits établissements, augmenter le nombre d'élèves par classe et réduire le temps d'enseignement, notre système éducatif a continué d'améliorer ses performances. Car nous avons su mettre en place, dans le même temps, des mécanismes pour compenser les effets négatifs de ces mesures et empêcher la baisse de moral qu'elles entraînent généralement chez le personnel éducatif : nous avons décentralisé l'administration, fermé l'inspection générale, transféré aux écoles la responsabilité des programmes, renforcé la formation des professeurs et des enseignants. D'une certaine manière, nos écoles ont trouvé un nouvel élan à la faveur de ces réformes, pourtant adoptées au milieu de la pire crise qu'ait connue la Finlande depuis 1930. Voilà sans doute une autre piste de réflexion intéressante pour les pays qui ont à faire face à une baisse des budgets de l'éducation. □